

l'en félicite. Il est manifestement bon vendeur. Si je n'avais pas été ici, bon nombre de députés, j'en suis sûr, auraient pensé qu'il s'agissait là d'un ministère entièrement nouveau et que l'honorable représentant lançait une toute nouvelle croisade.

Néanmoins, tous ceux qui ont été en rapport avec lui savent que, jusqu'en 1963, le ministère de l'Industrie était, en réalité, la section de l'industrie du ministère du Commerce, et tout homme d'affaires du Canada vous dira que cette section a beaucoup aidé l'industrie à abaisser ses coûts et à améliorer les modèles et la qualité. Il lui a été d'un grand secours pour conclure des ventes tant au Canada qu'à l'étranger. Nous le savons très bien, et le ministre l'a déclaré ce soir, au Canada, les secteurs de l'industrie qui produisent pour le marché d'exportation et ceux qui produisent pour le marché intérieur sont essentiellement les mêmes. L'industrie produit d'abord pour vendre au Canada. Elle découvre ensuite qu'elle pourrait vendre à l'étranger, et elle alimente alors aussi le marché d'exportation.

Avant 1963, année où le gouvernement a jugé opportun d'établir un nouveau ministère et de séparer l'industrie du commerce, les hommes d'affaires qui venaient à Ottawa pour se faire aider à mettre au point des méthodes de production ou à vendre leurs produits à l'étranger, ne s'adressaient qu'à un seul ministère. C'était très commode, et les services étaient disposés de telle sorte qu'on pouvait facilement se diriger et obtenir des réponses à ses questions en très peu de temps.

Donc, monsieur le président, comme vous et moi le savons bien, le parti libéral a été élu en 1963. Il avait été éloigné du pouvoir pendant six ans et avait de nombreuses dettes politiques à acquitter. Il cherchait une façon d'offrir de bons emplois bien rémunérés aux gens qui lui avaient été utiles par le passé. Le gouvernement libéral de l'époque décida donc d'obéir à la loi de Parkinson et de créer deux ministères pour en remplacer un autre qui, jusque-là, faisait de l'excellent travail. On peut demander à n'importe quel producteur au Canada quel genre de travail le ministère du Commerce faisait pour les producteurs et les vendeurs, et je suis persuadé qu'ils répondront, à l'unanimité, qu'il faisait un travail de premier ordre.

Cette initiative audacieuse, imaginée par Walter Gordon, si je ne me trompe, et à laquelle se sont ralliés tous ses collègues, essayons de calculer ce qu'elle a coûté à notre pays depuis. En 1963—et je connais bien ces chiffres, car je les ai moi-même soumis au

[L'hon. M. Hees.]

Conseil du Trésor cette année-là—les dépenses pour la section industrielle du ministère du Commerce se chiffraient par 1.5 million de dollars. Vu les chiffres présentés par le gouvernement entre-temps, il est difficile de voir exactement comment ce total a augmenté, mais il est clair que même en tenant compte des activités accrues et du fait que les traitements augmentent d'année en année, ici comme ailleurs, ce qu'il en coûte au ministère de l'Industrie, pour faire le travail dont s'acquittait auparavant la section industrielle du ministère du Commerce, augmente à une allure vertigineuse d'une année à l'autre.

J'ai examiné attentivement ces chiffres, et je suis persuadé que la tentative de gouvernement libéral en 1963, de séparer deux ministères qui auraient dû manifestement demeurer ensemble, a coûté au contribuable canadien au moins 50 millions de dollars, qui n'auraient jamais dû être dépensés. De fait, ce chiffre pourrait se rapprocher beaucoup plus de 100 millions. Le personnel a été accru considérablement et n'importe quel homme d'affaires au Canada pourrait nous dire que cela n'a servi qu'à rendre ses communications avec le ministère du Commerce, devenu le ministère de l'Industrie à ce moment-là, la chose la plus compliquée, ou peu s'en faut, qu'un être humain puisse imaginer.

Après la séparation de ces deux ministères qui font et feront toujours partie d'un même tout, comme le ministre l'a signalé éloquentement ce soir, les hommes d'affaires ont perdu des heures, voire des jours, à aller d'un ministère à l'autre pour essayer de trouver les fonctionnaires qui s'occupaient de telles ou telles choses. On m'a dit qu'il était pire d'aller dans ces deux ministères que d'entrer dans un labyrinthe. C'est pourquoi le gouvernement a finalement décidé de redresser cette erreur colossale commise il y a six ans et de réunir encore une fois le ministère de l'Industrie et celui du Commerce. Le gouvernement a pris cette initiative parce que les producteurs du pays ont exigé qu'on mette fin à ce non-sens qu'ils ont dû supporter depuis six ans, et qu'on leur permette de s'y retrouver dans le labyrinthe où ils étaient égarés. Ils ont exigé que le gouvernement réunisse l'Industrie et le Commerce sous un même toit, que les deux éléments travaillent de nouveau ensemble sous la direction d'un seul ministre, non à des fins opposées, ni dans des bureaux situés dans les bas-fonds de la ville, et qu'ils constituent encore une fois un seul et vaste ministère. Le ministre sait très bien cela, comme tous les hommes d'affaires du Canada.

Ce que je viens de décrire est caractéristique du genre de sottise qui a coûté au contri-